

L'Assemblée prise au piège du "député bashing"

LE MONDE | 21.06.2013 à 11h29|Par Hélène Bekmezian

Encore une fois, c'est le président de l'Assemblée nationale qui siffle la fin de la récré. Mercredi 19 juin, alors que les députés poursuivent l'examen des projets de loi sur la transparence, [Claude Bartolone](#) travers la salle des Quatre-Colonnes avec une petite délégation. Un journaliste l'interpelle, il joue l'étonné, écoute attentivement la question puis, tout à coup, gronde : *"Je commence à en [avoir](#) ras le bol de ces députés qui veulent se [faire](#) une réputation sur le dos de tous les autres !"*

Dans le viseur de l'élu de Seine-Saint-Denis, les dix députés qui, [interrogés par Le Nouvel observateur](#), ont appelé à "abolir leurs privilèges" – on apprendra par la suite que ce n'était pas un "appel" concerté – et, dans la minute, ses propos se retrouvent sur [twitter](#) et sur les téléphones des députés en séance.

"LA GOUTTE D'EAU QUI FAIT DÉBORDER LE VASE"

La socialiste [Karine Berger](#), l'une des dix concernées, déboule, hors d'elle : *"Il a vraiment dit ça ? C'est inacceptable ! On ne peut pas [dire](#) ce que l'on veut sans se [faire](#) insulter !"* Dans la salle des Quatre-Colonnes et devant des journalistes médusés, la députée des Hautes-Alpes s'emporte dans une dispute musclée avec le cabinet de Claude Bartolone, bientôt rejointe par [Barbara Pompili](#), coprésidente du groupe écologiste, elle aussi signataire.

Une scène électrique symptomatique de l'ambiance actuelle au Palais-Bourbon où les élus, sous les projecteurs, se sentent cernés, victimes à la fois de l'affaire Cahuzac et du désamour grandissant de la [population](#). Pour beaucoup, ce nouvel épisode dans la surenchère à la moralisation est *"la goutte d'eau qui fait déborder le vase"*, comme pour [Christophe Caresche](#) (PS, Paris).

"Nous n'allons pas être du soir au matin désigné à la vindicte populaire", s'agace le député socialiste [Christophe Borgel](#) après [avoir](#) lancé, sur [Twitter](#) : *"Et si on passait de "3615 j'existe" à "www.jejouecollectif.net" ?"* Le [climat](#) général est dégradé depuis des mois, avec un gouvernement impopulaire et des résultats qui n'arrivent pas. *"Nous avons l'impression d'être crucifiés en permanence"*, regrette [Olivier Dussopt](#) (PS, Ardèche).

Quelques heures après la publication de l'article du [Nouvel Obs](#), les députés, à fleur de peau, répliquent : [Razzy Hammadi](#) (PS, Seine-Saint-Denis) – pourtant signataire – [réactive son blog](#) qu'il présente ainsi : *"Nantis ? Privilégiés ? Au-delà des caricatures découvrez la VRAIE VIE d'un député."* Sur Public Sénat, Valérie Pécresse (UMP, Paris) assure [faire](#) un *"métier de chien"* et dénonce ce *"député bashing"* tout autant que le porte-parole du groupe PS, [Thierry Mandon](#) (Essonne) pour qui *"il n'y a pas dix chevaliers blancs et 567 autres qui considèrent qu'il ne faut rien changer"*. *"Poujadisme ignorant"*, tranche le groupe PS dans un communiqué.

Lire aussi : [Appel des dix députés en colère : le groupe PS dénonce une tartufferie](#)

Acculés, les députés s'attaquent entre eux au risque d'abîmer un peu plus leur image aux yeux de l'opinion publique. Leur résistance est mal comprise et pour l'écologiste Noël Mamère (Gironde) cet appel est *"une manière d'alimenter l'antiparlementarisme"*. *"La surenchère de démagogie est la maladie mortelle des démocraties"*, renchérit Henri Guaino (UMP, Yvelines), lui qui a pourtant passé tout le temps du débat sur le [mariage pour tous](#) à [mettre](#) en doute la légitimité des députés.

"RESPECT DE NOS PERSONNES"

Dans la matinée de ce même mercredi, certains élus avaient, quant à eux, râlé sur le rythme de travail à l'instar du radical de gauche [Alain Tourret](#) (Calvados) selon qui *"nos conditions de travail, le respect de nos personnes, notre dignité ne sont plus respectées"*. Pointés du doigt par l'opinion publique, les députés encaissent malgré tout séances de nuit après séances de nuit. La publication au *Journal officiel*, le 15 juin, du décret sur la session extraordinaire de juillet a porté un nouveau coup : 42 textes à l'ordre du jour.

Il faut [dire](#) qu'il a tellement été reproché à la majorité de ne pas [avoir](#) assez travaillé durant l'été 2012... *"La vraie question que se posent les gens n'est pas de [savoir](#) si l'on a des privilèges ou si l'on travaille assez mais de [savoir](#) si l'on sert à quelque chose"*, assure Christophe Borgel, par ailleurs secrétaire national aux élections. Une analyse à [lire](#) à la lumière des résultats de la législative partielle du Lot-et-Garonne, où le PS n'a pas atteint le second tour, dimanche 16 juin, contrairement au FN. Un climat tendu qui laisse présager des discussions agitées lors de la prochaine bataille sur le cumul des mandats, à [partir](#) du lundi 24 juin.